



Le numéro des pompiers : 118





Table des matières

Introduction.....	3
Fonctionnement	3
Schéma du 118.....	4
Localisation des appels d'urgence effectués sur les réseaux mobiles GSM	5
Sources d'informations	5

Notification

Bien que ce document ait été élaboré avec soin à partir de sources reconnues comme fiables, *Swiss Firefighters*, ses administrateurs, son personnel ainsi que les personnes et organismes qui ont collaboré à cette élaboration n'assument aucune responsabilité concernant ce document. Ce dernier ne remplace en aucun cas les documents officiels de la *Fédération Suisse des Sapeurs-Pompiers (F.S.S.P.)* ou d'autres organismes officiels. Ce document a été réalisé à titre informatif.

Dans le cas où il y apparaîtrait la mention d'un produit ou d'un service, cette mention ne doit en aucun cas être interprétée comme une adhésion de *Swiss Firefighters*, de ses administrateurs, de son personnel ou de tout collaborateur individuel ou corporatif, ni comme leur recommandation de tel produit ou de tel service.

Toute reproduction, distribution, modification, retransmission ou publication (sur Internet ou sur papier), même partielle, de ces différents éléments est strictement interdite sans l'accord écrit de *Swiss Firefighters*. Pour de plus amples informations, référez-vous aux conditions générales présentes sur le site.

Swiss Firefighters (www.swiss-firefighters.ch) est un site Internet privé et non-officiel sur les sapeurs-pompiers suisses et ne dépend en aucun cas à un corps de sapeurs-pompiers ou autres.



Introduction

C'est Noël, toute la famille est réunie, les enfants jouent et des bougies de cires illuminent le sapin. La soirée s'annonce des plus réussie quand tout à coup, une odeur de brûler se fait sentir, puis c'est le drame. Le sapin, les rideaux,... s'enflamment ! Quelqu'un appelle les pompiers (118).

D'après vous, comment se déroule le traitement de l'appel ? Qui va gérer ?

Fonctionnement

Les témoins d'un sinistre appellent le **118** !

L'appel aboutit au Centre cantonal de Traitement des Alarmes (CTA) qui, par le biais d'un Système informatisé d'Aide à l'Engagement (SAE), peut mettre en oeuvre les moyens appropriés.

L'opérateur, un professionnel, guidé par le système, doit obligatoirement poser aux témoins des questions précises fournies par le programme, lui permettant ainsi de définir, notamment à l'aide d'un support cartographique, le site environnemental du sinistre (accès, réseaux d'eau, etc.).

Le SAE lui permet également de cibler l'ampleur du sinistre et donc de définir le besoin en hommes et en matériel nécessaire pour l'intervention (inutile d'envoyer 50 hommes et 6 camions pour une voiture en feu).

De même, ce nouveau SAE contient des informations précises sur la disponibilité effective des personnes en temps réel et de celles dont il est pratiquement certain qu'elles sont atteignables. Si le corps communal n'est pas en mesure d'assurer seul la lutte contre le sinistre, le centre de renfort régional sera mis sur pied. Pour certains sinistres, une section d'intervention des sapeurs-pompiers professionnels (SIS de Genève ou SSI de Lausanne,...) est mise sur pied à son tour, avec ses moyens lourds en tant qu'appui cantonal.

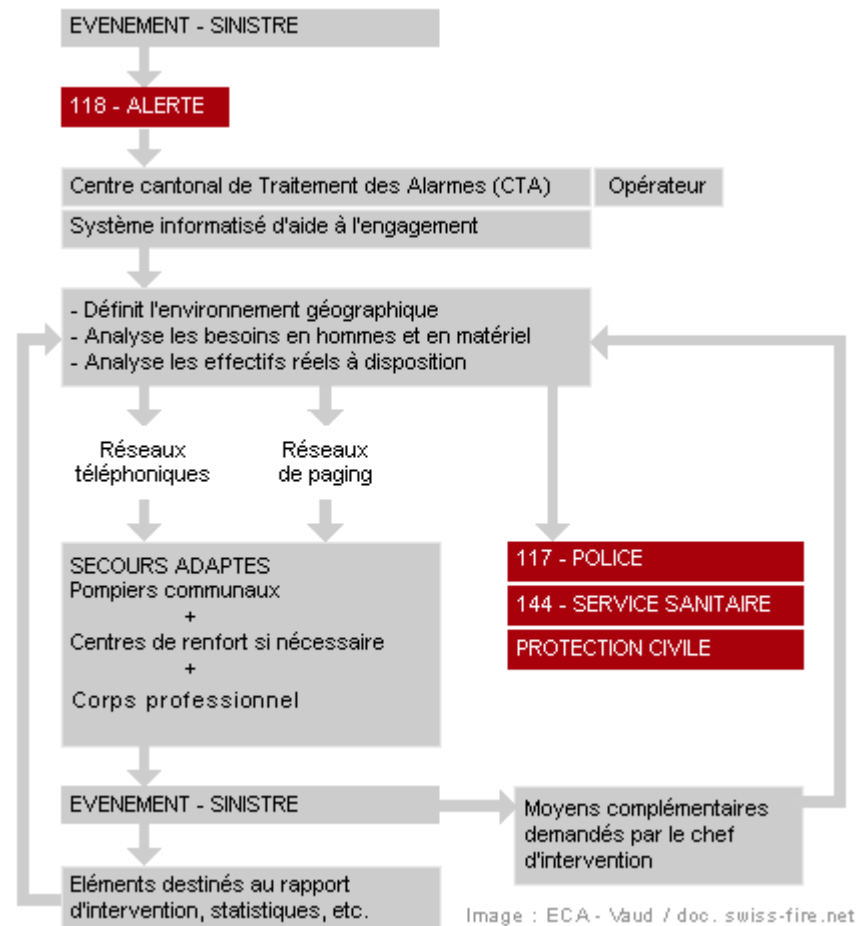
Enfin, la coordination avec la police (117), le service sanitaire (144), et la protection civile est assurée par la modularité du système retenu.

Le chef d'intervention, en liaison directe permanente au CTA, peut en tout temps demander les moyens complémentaires dont il aurait besoin.

Parallèlement, tous les renseignements et les statistiques sur le sinistre sont enregistrés et horodatés directement au CTA. Le rapport d'intervention est ainsi pratiquement achevé dès la fin de l'intervention. Cette procédure de rédaction « sur le champ » permet de disposer d'informations plus complètes, plus exactes et mieux pondérées que si le rapport était rédigé 24 ou 48 heures après les faits.



Schéma du 118





Localisation des appels d'urgence effectués sur les réseaux mobiles GSM

Depuis le 1er juillet 2006, en cas d'appel d'urgence effectué depuis un portable vers les numéros d'urgence 112 (service d'urgence européen), 117 (police), 118 (pompiers), 144 (ambulances) et 1414 (REGA), les réseaux mobiles de Swisscom mobile, Orange, Sunrise et Tele2 transmettent à une banque de données nationale centralisée des informations sur la zone où se trouve la personne qui demande de l'aide. Les centrales d'urgence peuvent ainsi exploiter immédiatement ces informations pour fournir rapidement l'aide qui convient. Actuellement, il n'est certes pas possible, à partir d'un appel d'urgence effectué sur le réseau mobile, de déterminer l'emplacement exact, mais on peut toutefois définir une zone de localisation. La taille de cette zone dépend de la taille de la cellule d'où provient l'appel, et peut aller de 50m dans les régions urbaines à plusieurs kilomètres dans les régions rurales. Pour les réseaux UMTS, la localisation des appels d'urgence doit être achevée le 1er juillet 2007.

Les prescriptions correspondantes se basent sur des normes internationales qui ont été élaborées avec la collaboration déterminante de la Suisse et qui ont été mises en vigueur le 1er juillet 2005 par l'OFCOM. Une période de transition d'un an pour le GSM et de 2 ans pour l'UMTS a été accordée aux exploitants de réseaux.

Sources d'informations

ECA – Vaud www.eca-vaud.ch

OFCOM www.news-service.admin.ch